

ORDONNANCE N° 2019 - 306

du 25 Septembre 2020

**SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN
ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE**

dans l'affaire entre,

D'UNE PART :

Monsieur LE PREFET DU GARD

10 avenue Feuchères
30045 NIMES CEDEX 9
non comparant

Appelant,

D'AUTRE PART :

Monsieur

né le [REDACTED]
de nationalité Laotienne

assigné à résidence c [REDACTED]

Non comparant, représenté par Me Julie MOULIN , avocat commis d'office.

MINISTERE PUBLIC :

Non comparant,

Nous, Myriam BOUZAT conseillère à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assistée de Salvatore SAMBITO, greffier,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Vu l'arrêté du 22 septembre 2020 de **Monsieur LE PREFET DU GARD** portant obligation de quitter le territoire national sans délai et ordonnant la rétention de **Monsieur** [REDACTED] pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Vu l'ordonnance du 24 Septembre 2020 à 11h26 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de MONTPELLIER qui a :

- à assigné à résidence [REDACTED] Sav pour une durée maximale de 28 jours à l'adresse suivante : Chez M [REDACTED] 170 MONTEUX

Vu la déclaration d'appel faite le 24 Septembre 2020 par **Monsieur LE PREFET DU GARD**, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 16H47,

Vu la télécopie adressée le 25 Septembre 2020 à **Monsieur LE PREFET DU GARD** l'informant que l'audience publique sera tenue ce jour à 11 H 00 et l'invitant à prendre toutes les dispositions utiles pour faire remettre à **Monsieur [REDACTED]** l'avis à comparaître à cette audience par l'intermédiaire des services de police ou de gendarmerie compétents,

Vu l'appel téléphonique du 25 Septembre 2020 à la coordination pénale afin de désignation d'un avocat commis d'office pour l'audience de ce jour à 11 H 00.

Vu les télécopies adressées le 25 Septembre 2020 au conseil de **Monsieur [REDACTED]** et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue ce jour à 11 H 00,

PRETENTIONS DES PARTIES

Monsieur le représentant de **Monsieur LE PREFET DU GARD**, sollicite l'infirmité de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a rejeté la demande de prolongation en rétention de l'étranger et a assigné à résidence l'étranger.

L'avocat, sollicite d'une part l'annulation de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention pour omission de statuer ou défaut de motivation du rejet des moyens de nullité tenant à l'irrégularité de la procédure et soutient d'autre part les mêmes exceptions de procédure tenant à l'irrégularité de la procédure de contrôle des conditions de travail de l'étranger au regard des dispositions du code du travail et au fond, les moyens de nullité tenant à la notification simultanée de la fin de retenue administrative et des décisions portant obligation de quitter le territoire français et la rétention administrative, tenant à l'irrégularité de l'interprétariat au moment de la retenue et de la rétention administratives et subsidiairement conclut à l'assignation à résidence.

SUR QUOI :

Sur la recevabilité des appels principal et incident:

L'appel formé le 24 septembre 2020 à 16 h 47 par le préfet du GARD dans les 24 heures de la notification de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Montpellier du 24 septembre 2020 à 11 h 36, est recevable.

L'appel incident formé le 25 septembre 2020 à 10 h 53 par Me Julie MOULIN avocate désignée d'office pour le compte de M. HER Say également dans le délai légal de 24 heures, est recevable.

Sur la régularité de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Montpellier du 24 septembre 2020:

En application des dispositions de l'article 455 du cpc

"Le jugement doit exposer succinctement les prétentions respectives des parties et leurs moyens. Cet exposé peut revêtir la forme d'un visa des conclusions des parties avec l'indication de leur date. Le jugement doit être motivé. Il énonce la décision sous forme de dispositif."

Et de celles de l'article 458 du même code disposent:

"Ce qui est prescrit par les articles 447, 451, 454, en ce qui concerne la mention du nom des juges, 455 (alinéa 1) et 456 doit être observé à peine de nullité.

Toutefois, aucune nullité ne pourra être ultérieurement soulevée ou relevée d'office pour inobservation des formes prescrites aux articles 451 et 452 si elle n'a pas été invoquée au moment du prononcé du jugement par simples observations, dont il est fait mention au registre d'audience."

Par conclusions datées du 7 juillet 2019, Me Julie MOULIN avocate [REDACTED] a déposé deux jeux :

- l'un en contestation de la régularité de la procédure de placement en rétention administrative du 22 septembre 2020 de [REDACTED] Say, saisissant le juge des libertés et de la détention de Montpellier de plusieurs moyens :
 - vice de procédure affectant l'arrêté de placement en rétention administrative se référant à l'absence de détention de passeport de l'étranger,
 - sur le défaut de motivation de l'arrêté de placement en rétention administrative, qui ne mentionne pas la possession d'un passeport par [REDACTED]
 - sur l'erreur de fait de l'arrêté en rétention administrative qui indique que [REDACTED] est sans domicile fixe alors que l'intéressé vit chez sa soeur depuis 2017,
 - sur l'erreur d'appréciation de l'arrêté de placement en rétention administrative, puisque [REDACTED] a indiqué détenir un passeport au domicile de sa soeur et n'a jamais refusé de donner son identité,
- l'autre en contestation de la prolongation de la mesure de placement en rétention administrative du 22 septembre 2020 de [REDACTED], saisissant le juge des libertés et de la détention de Montpellier de plusieurs moyens :
 - l'exception de procédure,
 - sur l'irrégularité du contrôle des conditions légales de travail,
 - irrégularités de fond:
 - sur la notification simultanée de la fin de retenue administrative et des décisions portant obligation de quitter le territoire français et la rétention administrative,
 - irrégularité de l'interprétariat durant la retenue et la rétention en l'absence d'une part de la justification du recours à l'interprétariat par téléphone et d'autre part de l'identification de l'interprète,
 - sur la notification simultanée de l'ensemble des décisions et droits de retenu.

Le juge des libertés et de la détention de Montpellier dans sa décision du 24 septembre 2020 ayant rejeté la contestation de la régularité de la mesure de placement en rétention administrative, a répondu sur la régularité de la décision de placement en rétention quant au défaut de motivation, l'erreur de fait et l'erreur d'appréciation, quant à la détention par l'étranger d'un passeport, sans toutefois répondre quant à la demande de prolongation de la mesure de rétention administrative et la demande d'assignation à résidence d'abord aux deux exceptions de procédure:

- sur l'irrégularité du contrôle des conditions légales de travail,
 - sur la notification simultanée de la fin de retenue administrative et des décisions portant obligation de quitter le territoire français et la rétention administrative,
- et ensuite, pour le cas où elles n'auraient pas été accueillies, aux irrégularités de fond,
- irrégularité de l'interprétariat durant la retenue et la rétention en l'absence d'une part de la justification du recours à l'interprétariat par téléphone et d'autre part de l'identification de l'interprète,
 - sur la notification simultanée de l'ensemble des décisions et droits de retenu.

En conséquence, c'est à juste titre que le conseil de [REDACTED] conteste la régularité de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 24 septembre 2020 qui n'a pas répondu à tous les moyens soulevés devant d'abord vérifier la régularité de la procédure de placement en rétention administrative avant de prononcer une assignation à résidence.

En application des articles L 512-1 et L 552-1 et suivants du CESEDA et 562 du CPC, y a donc lieu de prononcer la nullité de la décision, la cour n'étant pas en mesure d'évoquer l'affaire au fond, après annulation, le délai pour prononcer la prolongation de la rétention administrative étant expiré, il convient d'ordonner la mise en liberté de [REDACTED] et de lui rappeler l'obligation qu'il a de quitter le territoire français.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons l'appel principal et incident recevables,

Accueillons le moyen de nullité tenant au défaut de motivation de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Montpellier du 24 septembre 2020,

Annulons la décision déferée,


Ordonnons la mise en liberté de Monsieur [REDACTED]

Rappelons à Monsieur [REDACTED] qu'il a l'obligation de quitter le territoire national.

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, le 25 Septembre 2020 à 14 heures.


Le greffier,


Le magistrat délégué,